16 juin 2021

Réponse à la motion du 23 juin 2015 de MM. Pascal Spuhler, Daniel Sormanni, Carlos Medeiros, Daniel-Dany Pastore, Jean-Philippe Haas, Laurent Leisi, François Bärtschi et Amar Madani: «Fermages de la Ville: une gestion transparente!»

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- que la Ville de Genève a attribué plusieurs dizaines de fermages;
 - que des baux de fermage sont convenus et attribués depuis des années et que ceux-ci ont dû évoluer, voire se modifier;
 - que le cahier des charges pour l'exploitation d'un fermage doit évoluer et se modifier selon la topographie et la configuration des lieux;
 - que ces fermages doivent pouvoir être confiés en priorité à des personnes ou des entités locales;
 - que les biens qui font l'objet d'un fermage appartiennent à la Ville et qu'ils doivent être mis à la disposition des Genevois;
 - que la sélection des exploitants doit être faite de manière égalitaire et équitable;
 - que les conditions de gestion doivent correspondre aux standards du marché,
- le Conseil municipal demande au Conseil administratif:
- de fournir au Conseil municipal un inventaire exhaustif des fermages attribués par la Ville de Genève dans les trois mois;
 - d'établir un bail standard pour le fermage ainsi qu'un cahier des charges pour l'exploitation de celui-ci;
 - d'expliciter la politique globale quant à l'exploitation de ces fermages.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le Conseil administratif précise que tous les documents et réponses attendus par la commission des finances ont été fournis à cette dernière lors de l'audition de M^{me} Valentina Wenger, collaboratrice personnelle de M^{me} Sandrine Salerno, ancienne conseillère administrative, et de M^{me} Sylvie Bietenhader, cheffe de la Gérance immobilière municipale (GIM), le 8 novembre 2016.

Pour éviter d'inutiles redites, les réponses ci-dessous se limitent aux questions soulevées par les motionnaires. Pour le surplus, le Conseil administratif s'en réfère aux plus larges explications fournies lors de l'audition précitée, ainsi qu'au rapport du 21 février 2018 (et annexes). Ce dernier souligne en effet que

les explications reçues à l’occasion de cette audition ont permis de répondre aux préoccupations des motionnaires.

Cela étant précisé, pour ce qui concerne les établissements publics gérés par la GIM, compris dans le patrimoine financier (soit à l’exclusion des objets situés sur le domaine public, tels les stands de glaces, le fleuriste du Molard, les buvettes saisonnières, etc.), il est rappelé qu’il n’existe plus de contrats de fermages, à une ou deux exceptions historiques près. Lesdits contrats ont en effet été remplacés par des contrats de bail commercial, le plus souvent partiaire.

La liste des établissements publics gérés par la GIM figure sur le site internet de la Ville de Genève depuis de nombreuses années, de même que le détail de la procédure de candidature et d’attribution. Ladite procédure repose sur les règles fixées par le règlement fixant les conditions d’attribution et de location des locaux commerciaux et des établissements publics (LC 21533), du 1^{er} septembre 2011, qui assurent une entière transparence en la matière.

S’agissant du bail standard, qui est utilisé (et adapté en fonction des circonstances du cas d’espèce), il existe, et un exemple avait été transmis à la commission des finances, annexé au rapport du 21 février 2018 et consultable sur internet. Il est adapté de cas en cas, pour tenir compte des spécificités du lieu et/ou de l’établissement concerné.

Pour ce qui concerne la politique globale relative à l’exploitation des établissements publics, il est important de souligner que si les cahiers des charges précisent bien entendu les attentes de la Ville de Genève (notamment en ce qui concerne le choix des produits, l’offre de l’établissement, le respect du droit du travail pour les employés-e-s, etc.), le contrat reste soumis aux règles du droit fédéral du bail.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

Le conseiller administratif:
Alfonso Gomez